## Pas une voix pour le racisme et la division !!!

Partout en Europe et dans le monde, des partis néo-fascistes s’emparent du pouvoir. Partout dans la société leurs idées xénophobes et autoritaires se répandent.

Pourtant, pas question de banaliser ce qui nous arrive !

Le RN veut instaurer un État autoritaire, sécuritaire et répressif. Il fantasme la pureté d’une nation refermée sur elle-même. Une nation « blanche et catholique » qui exclut et discrimine. Il promeut une guerre de civilisation.

 Il exalte la virilité, la masculinité toxique et la force brute. Il perpétue le racisme colonial le plus rance. Il stigmatise des boucs émissaires et désigne des ennemis intérieurs : hier les « judéo-bolcheviques », aujourd’hui les « islamo-gauchistes ».

Il prétend que les inégalités de classe, de genre et de race seraient « naturelles ».

Le RN s’inscrit dans la continuité historique des fascismes du XXe siècle.

À la différence de l’Italie et de l’Allemagne des années 30, le néo-fascisme n’est pas un mouvement de masse avec des milices armées qui tiennent la rue.

 Du moins pas encore, cependant il s’est incrusté au plus profond de l’appareil répressif d’État.

En moins de 20 ans, il a imposé ses idées dans le paysage culturel et médiatique, de la télé de Bolloré aux armées de trolls sur les réseaux sociaux.

Il s’est installé peu à peu comme la première force électorale du pays.

 Aujourd’hui, il est aux portes du pouvoir.

En effet, à l’issue des élections législatives précipitées des 30 juin et 7 juillet prochains, consécutives à la dissolution de l’Assemblée Nationale par Macron, l’extrême-droite pourrait bien revenir au pouvoir pour la première fois depuis le régime de Vichy.

Les questions économiques et sociales restent le cheval de troie de l’extrême-droite. Elle joue la partition de l’opportunisme et de la démagogie pour aller chercher le vote populaire. Son fil conducteur est toujours la « préférence nationale » (rebaptisée « priorité nationale ») avec comme fonds de commerce l’immigration, la théorie de « grand remplacement », etc.

Il est important de rappeler que selon un rapport de l’OCDE de 2021, *« dans tous les pays, la contribution des immigré·es sous la forme d’impôts et de cotisations est supérieure aux dépenses que les pays consacrent à leur protection sociale, leur santé et leur éducation. »*

Elle ne rappellera pas à contrario les sommes indécentes de fraude fiscale puisque ce même rapport stipule *«  celle des multinationales – nous coûte plus de 150 milliards par an ! »*

La haine du syndicalisme fait aussi partie de l’ADN du fascisme historique et actuel. L’extrême droite s’est toujours exprimé contre les organisations syndicales et les mouvements sociaux.

Le projet de l’extrême-droite, c’est la destruction pure et simple des syndicats.

L’extrême-droite porte aussi un projet absurde et démagogique contre la santé, vociférant sur la fraude aux aides sociales et à l’aide médicale d’État (AME).

Rappelons que l’AME ne représente que 0,4% des dépenses de santé. De plus, elle constitue un maillon essentiel de la politique de santé publique du pays.

Enfin, n’oublions pas que l’extrême-droite est résolument opposée à l’émancipation et aux droits des femmes. Elle encourage un modèle de famille patriarcal archaïque où la place de la femme est à la maison. Face aux positions réactionnaires de l’extrême-droite, il faut amplifier la déferlante féministe pour obtenir l’égalité au travail comme dans la vie !

**L’extrême-droite : l’amie du capital.**

Usant d’une stratégie de charme au travers d’un discours aux apparences sociales, l’extrême-droite porte en réalité les intérêts des puissant·es, au détriment des travailleur·ses, des personnes privées d’emploi, des retraité·es, des immigré·es et des minorités d’une manière générale.

**L’extrême-droite : la pure escroquerie sociale.**

Les partis d’extrême-droite ne cherchent même pas à expliquer combien coûterait leur politique ou comment elle serait financée. Et pour cause : ils mentent ouvertement, avec pour ambition unique la conquête du pouvoir et la mise en place d’un État autoritaire.

**Pour Information, sur leurs nombreuses incohérences :**

Martignas, jeudi 20 juin 2024